



# FEMMES ET POUVOIR UNE IMAGE FIGÉE

La féministe Françoise Héritier l'affirme:

«*La parité s'arrête là où le pouvoir commence.*»

Depuis 2005, malgré l'avancée du débat et la mise en place de programmes en faveur des femmes, les statistiques montrent que le pouvoir reste toujours solidement et largement entre les mains des hommes.



SECON L'ONU FEMMES ET L'UNION INTERPARLEMENTAIRE. ORGANISATION REUNISSANT LES PARLEMENTS MONDIAUX. LA MARCHÉ VERS L'ÉGALITÉ DES SEXES À L'HORIZON 2030 "SEMBLE COMPROMISE"

CHARLOTTE JULIE / ARCHIVES 2017



La photo des dirigeants du G7, le groupe des sept pays occidentaux les plus industrialisés réunis en mai à Taormine, en Italie, a immortalisé la chancelière allemande Angela Merkel et le premier ministre britannique Theresa May aux côtés des chefs d'État et de gouvernement du Canada, des États-Unis, de l'Italie, du Japon et de la France. À l'image de ce cénacle majoritairement masculin, la présence des femmes en politique n'a que peu progressé dans le monde. État des lieux. PAR LUISA BALLIN

**L**e nombre de femmes présentes dans les gouvernements et les parlements stagne à l'échelle mondiale. Selon la *Carte 2017 des femmes en politique*, présentée en mars dernier par l'ONU Femmes et l'Union interparlementaire (UIP, l'organisation mondiale des parlements nationaux sise à Genève), «les progrès enregistrés depuis 2015 sont négligeables». La carte, qui classe les pays du monde selon la présence des femmes en politique au 1er janvier 2017, montre que «pour ces deux pouvoirs, les progrès vers l'égalité des sexes sont lents, à l'échelle tant régionale que nationale».

Le combat pour une présence plus importante des femmes en politique montre donc des signes d'essoufflement. En ce début d'été 2017, la seule bonne nouvelle vient de France, où l'on compte 224 femmes (38,82%) sur 577 députés à l'Assemblée nationale. Elles étaient 27% lors de la législature précédente. Ailleurs dans le monde, la représentation féminine dans les sphères politiques n'ayant que peu progressé, la marche vers l'égalité des sexes à l'horizon 2030 «semble compromise», affirment l'UIP et ONU Femmes.

## 40% DE LA FORCE DE TRAVAIL DANS LE MONDE

La *Carte 2017 des femmes en politique* montre une baisse du nombre de pays ayant une femme à la tête de l'État ou du gouvernement par rapport à 2015 (17 au lieu de 19) mais une hausse de ce même nombre (qui passe de 8 à 17) depuis la première édition de la *Carte des femmes en politique* en 2005. Le pourcentage des femmes dans les parlements nationaux n'a que légèrement augmenté, de 22,6% en 2015 à 23,3% en 2016. Le nombre des femmes présidentes de parlement atteint 19,1 %, loin de la parité. «Ces évolutions

montrent que le pouvoir est toujours entre les mains des hommes et, malgré certains signes d'avancées — le nombre record de femmes présidentes de parlement dans le monde, par exemple: elles sont 53 sur 273 — il reste beaucoup à faire pour que les femmes jouissent des mêmes chances que les hommes. Il n'est pas de démocratie vraiment performante et responsable sans une représentation égale des hommes et des femmes au pouvoir», affirme Martin Chungong,



le secrétaire général de l'UIP.

Dans un autre domaine, si l'ancienne ministre française des Finances Christine Lagarde dirige le Fonds monétaire international (FMI), le secteur privé est loin de faire la part belle aux femmes dirigeantes puisqu'elles n'occupaient qu'un poste de cadre supérieur d'entreprise sur quatre, selon le rapport 2016 du *World Economic Forum* (WEF). La proportion est inférieure en ce qui concerne les sièges au sein des conseils d'administration (17%), alors que, pour la Banque mondiale, les femmes constituent 40% de la force de travail dans le monde et qu'elles détiennent une part toujours plus importante de diplômes universitaires. «Ces

*chiffres sont une incitation à agir pour les législateurs et autres parties prenantes afin qu'ils redoubtent d'effort dans la lutte contre les inégalités entre les sexes»,* estime Saadia Zahidi, responsable pour l'emploi et les initiatives de genres au WEF.

Si l'éducation est un facteur clé pour la carrière des femmes dans tous les secteurs de la société, qu'en est-il de la présence de la gent féminine dans les hautes sphères du monde académique et de l'entreprise? Brigitte Mantilleri, directrice du Service égalité à l'Université de Genève, déclare: «*Les femmes représentent 62% des étudiantes à l'Université de Genève. Arrivées au doctorat, elles sont encore plus de 50%. La diminution de leur présence a lieu au niveau des post-doctorats. Baisse que l'on constate également lorsqu'il s'agit de professeurs assistants, professeurs associés et professeurs ordinaires, le top du professorat universitaire. S'il y a eu des progrès au niveau des professeurs assistants et des professeurs associés, avec plus de 35% de femmes, la présence féminine aux postes de professeurs ordinaires stagne à 20%. Le plafond de verre se situe au niveau des professeurs associés.*»

Lorsqu'elle présidait la Kofrah, l'entité réunissant les délégués à l'égalité des universités et hautes écoles de Suisse, Brigitte Mantilleri avait constaté la même situation au niveau européen, y compris dans les pays du Nord: «*C'est le cas notamment en sciences. Les femmes n'y sont pas moins douées que les hommes, mais le domaine scientifique reste un bastion masculin où il est plus difficile d'entrer et surtout de rester pour une jeune femme. Et nous constatons les mêmes soucis d'inégalité partout en Europe.*»

En préparant le Plan d'action égalité 2017-2020 de l'Université de Genève, elle s'est également penchée sur la situation des femmes dans le monde de l'entreprise. «*Là aussi, les femmes ne constituent que 20% dans les hautes sphères, analyse-t-elle. En Suisse, dans certaines entreprises, le taux est même*



*plus bas, alors qu'en Norvège, en Autriche et en France, une parité de 40% a été instaurée pour les postes les plus élevés. Lorsque vous cherchez dans les comités de direction, vous trouvez des femmes, mais elles ne sont que rarement appelées aux plus hauts postes. En France, les entreprises recrutaient généralement en interne ou dans le vivier habituel empêchant ainsi le renouvellement. Recruter dans des sphères différentes permet de dialoguer différemment au sein de l'entreprise.»*

## PLADOYER EN FAVEUR DES QUOTAS FÉMININS

Il est une approche qui, depuis quelques années, fait débat: l'introduction de quotas dans les entreprises et dans le monde académique. Brigitte Mantilleri plaide en faveur de cet instrument: «La faculté de droit à l'Université de Genève vante 35% de femmes. Aux États-Unis, des études sur les personnes minoritaires dans une unité monocolore: hommes, femmes, noirs, fils et filles d'ouvriers, etc. montrent qu'il est difficile pour une femme de faire passer son savoir si elle est minoritaire dans un

*groupe. Elle peut perdre en compétences en passant plus de temps à défendre ceux qu'elle est censée représenter. C'est au-delà de 30% que la masse critique permet de changer une manière de travailler. Dans certains secteurs, les quotas transitoires pourraient faire sauter le verrou.»*

Majoritaires dans de nombreux domaines, les femmes ne parviennent pas à percer le plafond de verre lorsqu'il s'agit d'accéder aux plus hautes responsabilités. «Le livre de Corinne et Martine Chaponnière La mixité: Des hommes et des femmes (InFolio Poche, 2006: ndlr) est éclairant à ce propos, souligne Brigitte Mantilleri. Jusqu'en 1873, l'Université de Genève était entièrement masculine avec des critères de recherche et une manière de travailler masculins. Lorsque des femmes y sont entrées, les modes de fonctionnement n'ont pas vraiment changé.»

Dans son rapport publié en juin dernier, l'Organisation internationale du travail (OIT) dresse un bilan alarmant sur les conditions de travail des femmes. Pour Laura Addati, spécialiste de la protection de la maternité et du travail-vie familiale au Service des questions de genre, de l'éga-

lité et de la diversité à l'OIT, «le taux d'activité mondial des femmes en 2017 — un peu plus de 49 % — est inférieur de presque 27 points de pourcentage à celui des hommes et aucun progrès n'est attendu pour 2018. Lorsque les femmes trouvent du travail, la qua-



*lité de leur emploi reste une préoccupation majeure».*

S'agissant des femmes au plus haut niveau de la hiérarchie, Laura Addati explique à *La Cité* que même si des progrès ont été faits ici et là, il reste beaucoup à faire pour que les femmes accèdent à des postes de responsabilité au sein des entreprises. *«Nous réclamons que des mesures soient prises par les gouvernements pour améliorer l'égalité des situations de travail et pour redéfinir les rôles des hommes et des femmes. Cela passe par la promotion de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale à tous les niveaux de l'échelle salariale.»* Comme l'indique le *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*, en Europe, l'écart salarial global entre hommes et femmes atteint près de 20%; parmi les PDG, l'écart est deux fois plus important, à près de 40%, et il continue de s'élargir à 50% parmi les 1% des salaires les plus élevés. Selon la représentante de l'OIT, *«l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale doit être intégrée dans la loi, facilitée avec la transparence des salaires, comme cela a été entrepris en Islande et au Royaume-Uni, et inclus dans les processus de négociation collective. Cela signifie également soutenir la représentation, la participation et le leadership des femmes dans la prise de décision».*

## CONGÉS MATERNITÉ ET... PATERNITÉ

Comment assurer une présence accrue des femmes dans les hautes instances patronales, syndicales et gouvernementales? *«Les axes d'action sont multiples. Je citerai le changement de mentalité pour contrer ce sentiment qui laisse à penser qu'une femme, parce qu'elle est mère de famille, ne pourrait pas gérer un poste à responsabilité ou que les hommes ne sont pas perçus comme des fournisseurs de soins, aux membres de leur famille ou dans les services à la personne»*, répond Laura Addati.

En 2015, une enquête de l'OIT auprès de 1300 entreprises privées de 39 pays en développement a ciblé comme premier obstacle à l'accession des femmes aux postes de direction le fait que celles-ci assument la plus grande part des responsabilités familiales. *«Ce problème peut être réglé en fournissant une couverture universelle de protection de la maternité, un congé de paternité et parental de durée adéquate et bien payé à hommes et femmes, des services pour la petite enfance et à la personne, de qualité et abordables»*, conclut l'experte de l'OIT.



Date: 06.07.2017

# La CITÉ

ART & JOURNALISME

La Cité  
1211 Genève 26  
022/ 800 14 30  
www.lacite.info/

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 5'000  
Parution: mensuelle



Page: 13  
Surface: 367'762 mm²



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

Ordre: 1094772  
N° de thème: 377.116

Référence: 65982513  
Coupure Page: 6/9

## LÉGENDE IMAGE:

LE G7 RÉUNI À TAORMINE EN ITALIE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE  
ET DU CONSEIL D'EUROPE © COURTESY PALAZZO CHIGI / 26 MAI 2017







La Cité  
1211 Genève 26  
022/ 800 14 30  
www.lacite.info/

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 5'000  
Parution: mensuelle



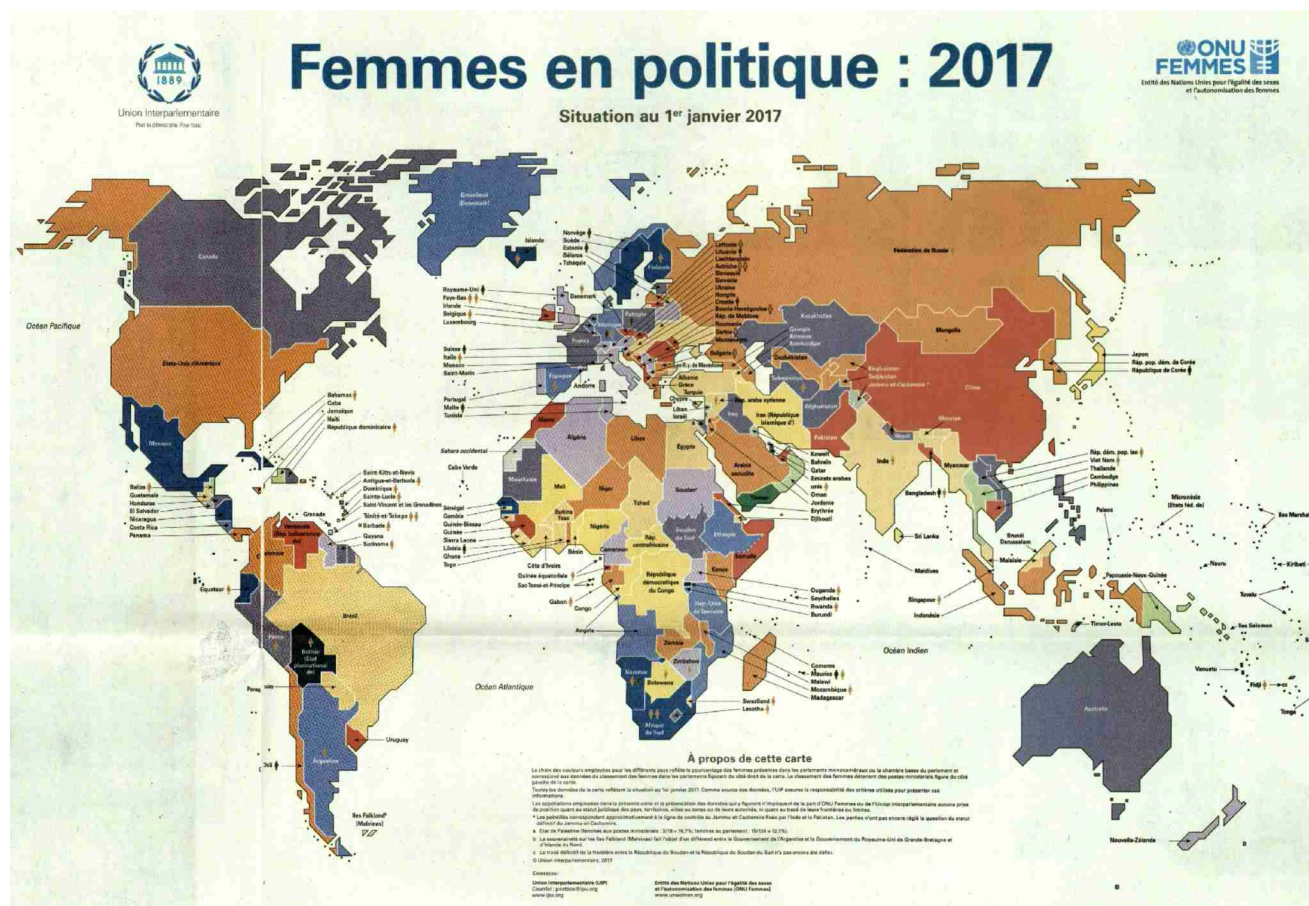
Page: 13  
Surface: 367'762 mm²



## UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Ordre: 1094772  
N° de thème: 377.116



Référence: 65982513  
Coupage Page: 8/9







## Les femmes aux plus hautes fonctions de l'Etat

<b>Femmes chefs d'Etat<sup>1</sup> (11/152=7,2%)</b> <b>et femmes chefs de gouvernement (11/193=5,7%)</b>	
	Allemagne (CG), Bangladesh (CG), Chili (CE/CG), Croatie (CE), Estonie (CE), Îles Marshall (CE/CG), Libéria (CE/CG), Lituanie (CE), Malte (CE), Maurice (CE), Namibie (CG), Népal (CE), Norvège (CG), Pologne (CG), République de Corée (CE/CG), Royaume-Uni (CG), Suisse (CE/CG)
<b>Présidentes de parlement<sup>2</sup> (53/278=19,1%)</b>	
	Afrique du Sud (2 chambres), Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Autriche (2 chambres), Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize*, Bolivie (Etat plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Danemark, Dominique, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Gabon, Guinée équatoriale, Maurice, Inde, Islande**, Italie, Lesotho, Lettonie, Mozambique, Namibie, Népal, Ouganda, Pays-Bas (2 chambres), Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Rwanda, Sainte-Lucie, Serbie, Singapour, Suriname, Swaziland, Trinité-et-Tobago (2 chambres), Turkménistan, Viet Nam et Zimbabwe
<b>Vice-présidentes de parlement (158/595=26,6%)</b>	
Des 230 chambres dans 172 pays pour lesquelles des informations sont disponibles, 102 ont au moins une vice-présidente.	
<small>Note: (CE/CG) = La chef d'Etat est également chef du gouvernement.  <sup>1</sup> Ont été pris en compte seulement les chefs d'Etat élus.  <sup>2</sup> Sur un total de 271 chambres parlementaires, deux ont deux présidents additionnels et trois, un président additionnel, ce qui fait un total de 278 présidents de chambre.            * Elue officiellement le 13 janvier 2017 en remplacement de la Présidente précédente, dont le mandat a pris fin le 1<sup>er</sup> janvier 2017.            ** Elue Présidente du parlement à la suite des élections générales d'octobre 2016. Son élection officielle a eu lieu le 24 janvier 2017, à la reprise de l'Athingi après la pause de Noël.</small>	

## Moyennes mondiales et régionales des femmes au parlement

	Chambre unique ou basse	Chambre haute ou Sénat	Toutes chambres confondues
<b>Moyenne mondiale</b>	<b>23,4%</b>	22,9%	23,3%
<b>Moyennes régionales</b>			
<small>Régions classées par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans les parlements monocaméraux ou dans les chambres basses. Les groupements régionaux sont ceux de l'UIP.</small>			
<b>Pays nordiques</b>	<b>41,7%</b>	—	—
<b>Amériques</b>	<b>28,3%</b>	27,5%	28,1%
<b>Europe (pays nordiques inclus)</b>	<b>26,4%</b>	26,0%	26,3%
<b>Europe (pays nordiques non inclus)</b>	<b>25,0%</b>	26,0%	25,2%
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>23,8%</b>	22,1%	23,6%
<b>Asie</b>	<b>19,6%</b>	16,3%	19,3%
<b>Etats arabes</b>	<b>18,9%</b>	12,6%	18,0%
<b>Pacifique</b>	<b>15,0%</b>	37,1%	17,4%